



Société Anonyme au capital de 946 105 €

Siège social : ZA Champgrand
26270 – Loriol sur Drome

RCS : Romans B 418 397 055

RAPPORT ANNUEL 2008

Table des matières

PARTIE I – RAPPORT DE GESTION

| | | |
|----------|--|----|
| 1 | SYNTHESE DES EVOLUTIONS DE L'ANNEE 2008 | 4 |
| 1.1 | L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE | 4 |
| 1.2 | LES INVESTISSEMENTS DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT | 6 |
| 1.3 | EVOLUTION DES MOYENS INDUSTRIELS ET DES RESSOURCES HUMAINES | 8 |
| 1.4 | EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE | 9 |
| 1.5 | EVENEMENTS DE LA VIE JURIDIQUE | 9 |
| 2 | EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE ET PERSPECTIVES | 10 |
| 2.1 | EVOLUTION ET PERSPECTIVES DE L'ACTIVITE | 10 |
| 2.2 | EVENEMENTS DE LA VIE JURIDIQUE | 10 |
| 2.3 | EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE | 10 |
| 3 | INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES | 11 |
| 4 | FACTEURS DE RISQUES | 12 |
| 4.1 | RISQUE CLIENTS..... | 12 |
| 4.2 | RISQUE DE DEPENDANCE DES FOURNISSEURS/PARTENAIRES | 12 |
| 4.3 | GESTION DE LA CROISSANCE | 12 |
| 4.4 | RISQUE LIE AUX STOCKS..... | 12 |
| 4.5 | RISQUE LIE A LA SAISONNALITE DE L'ACTIVITE..... | 12 |
| 4.6 | RISQUE DE CHANGE | 12 |
| 4.7 | RISQUE DE TAUX | 12 |
| 4.8 | RISQUES JURIDIQUES | 13 |
| 4.9 | RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT..... | 13 |
| 4.10 | RISQUES LIES AUX SYSTEMES ET A L'INFRASTRUCTURE | 13 |
| 4.11 | RISQUES LIES A LA REGLEMENTATION | 13 |
| 4.12 | ASSURANCES ET COUVERTURE DE RISQUES | 13 |

PARTIE II – AUTRES INFORMATIONS

| | | |
|----------|--|----|
| 5 | AUTRES INFORMATIONS | 15 |
| 5.1 | TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES..... | 15 |
| 5.2 | TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE | 16 |
| 5.3 | TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS | 16 |
| 5.4 | REMUNERATION DES DIRIGEANTS..... | 16 |
| 5.5 | COMPOSITION DES ORGANES DIRIGEANTS | 17 |
| 5.6 | Liste des mandats exercés par les mandataires sociaux..... | 17 |
| 5.7 | ACTIONNARIAT SALARIE..... | 18 |
| 5.8 | TABLEAU DE SUIVI DES DELEGATIONS DONNEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL | 19 |
| 5.9 | MANDATS ET HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ET DES MEMBRES DU RESEAU | 20 |
| 5.10 | POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES | 20 |

PARTIE III - OPERATIONS SUR TITRES

| | | |
|----------|---|----|
| 6 | OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES | 22 |
| 7 | OPERATIONS REALISEES AU TITRE DU DISPOSITIFS DES « ACTIONS GRATUITES » | 23 |
| 8 | ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE | 23 |



PARTIE I

RAPPORT DE GESTION

1 SYNTHÈSE DES ÉVOLUTIONS DE L'ANNÉE 2008

1.1 L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

1.1.1 Le Chiffre d'affaires

Dans la continuité des actions entreprises les années précédentes pour dynamiser les **ventes en France**, essentiellement sur le réseau de la pharmacie, MILLET INNOVATION a investi dans une action puissante et concentrée de renforcement de la notoriété et de la maîtrise des produits EPITACT® par les podologues professionnels.

Il s'agit d'un investissement commercial (pour plus de 400 K€) dont nous escomptons des effets étalés sur le moyen terme, et qui nous semblait incontournable dans l'histoire de la société, et dans un contexte d'accroissement de la concurrence.

Il a d'ores et déjà permis:

- de confirmer le haut niveau de confiance des podologues dans la qualité et la technicité de nos produits,
- de mettre en place une complémentarité entre notre présence territoriale en pharmacie, et le réseau des podologues.

Il a été financé en partie par une réallocation des moyens consacrés à la communication pour ce marché, tout en maintenant une présence optimisée.

En conséquence,

1. le niveau de l'activité est totalement maintenu : nos analyses sur des données IMS (statistiques indépendantes de sorties produits vers le client final) montrent la stabilisation des sorties, voire une progression sur certains produits, malgré l'arrivée de nouveaux concurrents et le contexte économique du second semestre ;
2. la fidélisation et la confiance des pharmacies nous permettent de les amener également sur notre gamme de cosmétiques.

En ce qui concerne le **développement à l'international**, avec une priorité en Pharmacie en Europe :

Après une année 2007 d'initialisation de la démarche, l'année 2008 devait permettre de générer une croissance très significative de l'activité.

Grâce aux investissements en communication presse et télévisuelle réalisés sur la Belgique, pour favoriser l'implantation et dynamiser les sorties produits, les objectifs ont été atteints en Belgique, avec un C.A. multiplié par 3.

Le niveau de pénétration du marché et de sorties produits est déjà comparables à ceux du marché français.

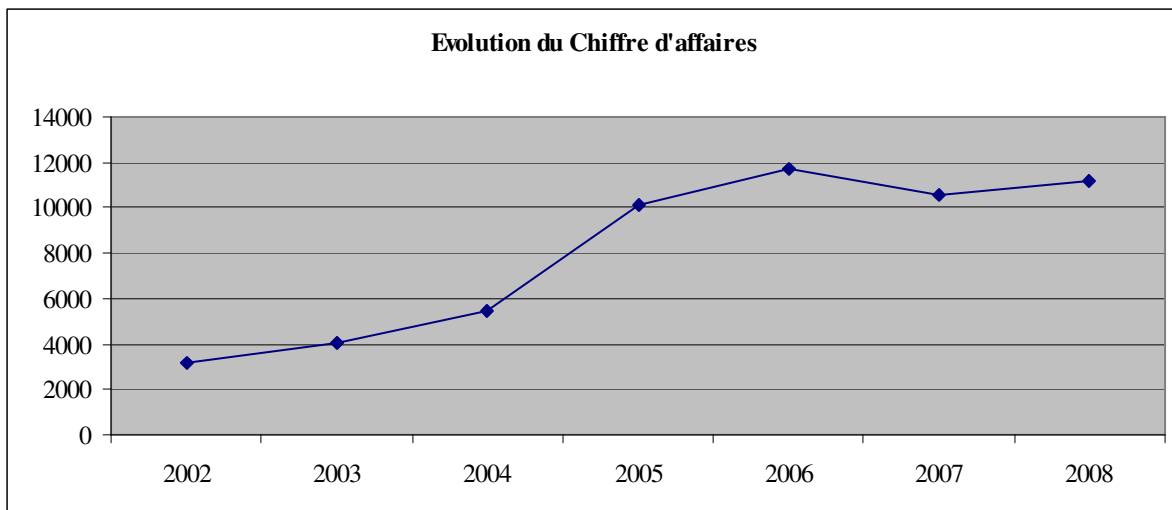
Sur les autres pays, les résultats obtenus à fin Juin 2008, en termes de :

- développement sur les comptes ouverts,
- nouvelles ouvertures de pays,

ont conduit à réviser de façon significative les perspectives de niveau d'activité pour 2008, et de rythme de développement et par là de rentabilisation de la structure pour les années suivantes.

Dans ces conditions, Millet Innovation a dû réviser son projet de développement à l'international, et en tenir compte dans son impact sur l'ensemble des moyens mis en oeuvre.

Le Chiffre d'affaires total (10 584 K€ en 2007) s'établit ainsi à 11 173 K€, en croissance de 5.6 %



1.1.2 Les charges d'exploitation

1 les achats consommés : matières premières, marchandises, fournitures et sous-traitance de capacité

La répartition du chiffre d'affaires sur les différents réseaux de distribution évolue avec les nouvelles contraintes liées à une implantation à l'international. Cela induit une tendance à la baisse du niveau de marge brute (0.8 point en 2008).

2 Les charges externes

2.1 Les dépenses de communication

Elles constituent la majeure partie des charges externes et recouvrent les investissements réalisés en outils commerciaux pour tous les réseaux : mailing à nos clients particuliers, campagne TV, annonces presse, participations à des salons...

Par ailleurs, le développement à l'international est réalisé dans les principaux pays via des commissionnaires, leur rémunération impacte donc les charges externes.

Compte tenu

- de l'affaiblissement de la rentabilité des actions commerciales destinées à la vente par correspondance,
- de l'investissement consenti sur le réseau des podologues dans une démarche moyen terme,
- des coûts commerciaux de développement à l'international,

le poids des dépenses de communication sur l'exploitation s'est accru en 2008. Cet accroissement a pu être maîtrisé grâce aux mesures prises sur le second semestre.

Les charges externes incluent pour 73 K€ des frais consacrés à l'action auprès des podologues qui ont été portés à l'actif, dans la continuité des décisions prises en 2007 sur ce même type de dépenses.

2.2 Les frais généraux de fonctionnement

Les frais généraux de fonctionnement sont stabilisés.

3 Les Charges de personnel

En 2007, des renforts opérationnels significatifs ont été apportés à la structure Export, de façon à asseoir le développement futur (Chef de zone, Responsable Administration des ventes).

Cependant, la baisse de la rentabilité d'exploitation, et la révision du rythme voire des perspectives de développement de l'activité en fonction des moyens engagés ont conduit à une remise en cause de l'adéquation des moyens et structures.

Des actions de réorganisation ont donc été conduites, nécessaires à la restauration d'un équilibre d'exploitation ; elles ont emporté l'adaptation et la réallocation des ressources humaines dédiées à la Recherche-Développement (cosmétique et process), au Marketing, aux ventes, et à la valorisation des résultats de notre R&D.

Les charges de personnel induites par cette réorganisation sont supportées en intégralité sur l'exercice 2008, leur impact ayant été transféré en charge exceptionnelle, pour un montant de 275.6 K€.

La réduction des charges de structure doit permettre une amélioration mécanique du résultat d'exploitation entre 2008 et 2009 d'environ 400 000 €.

1.1.3 Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation bénéficie

- de la réorientation de l'usage des ressources de l'entreprise consacrées à la communication visant à modifier de manière drastique son rendement,
- de la réduction des charges de personnel sur le dernier trimestre.

Il peut ainsi ressortir en légère amélioration par rapport à celui de 2007, à 379 K€, soit 3.4 % du C.A.

1.1.4 Le résultat financier

Les charges nettes restent ainsi faibles par rapport au chiffre d'affaires : 0.7 %.

1.1.5 Le résultat exceptionnel

Le Résultat exceptionnel est marqué

- Les actions de réorganisation pour un montant de 275.6 K€,
- une dépréciation sur des actifs incorporels, pour un montant de 129 K€, afin de mettre la valeur de ces actifs en cohérence avec les réorientations stratégiques données pour l'utilisation des moyens dont dispose Millet Innovation.

Enfin, suite à la destruction d'un stock de fournitures et produits semi-finis au cours de l'incendie intervenu chez un sous-traitant, une indemnité d'assurance est à recevoir pour la valeur des marchandises détruites. Ces éléments sont inscrits en charges et produits exceptionnels, respectivement pour 95.2 K€ et 91.8 K€.

1.1.6 Le Résultat net

Compte tenu des différents éléments abordés ci-avant, et après constat d'un Crédit d'impôt Recherche de l'exercice pour 140 K€, le résultat net après impôt de MILLET INNOVATION ressort à l'équilibre (29 K€).

1.2 LES INVESTISSEMENTS DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

MILLET INNOVATION a poursuivi en 2008 sa politique d'investissement en développement d'innovations technologiques à un niveau global de 5 % de son C.A.

Outre les dépôts de brevets et coût de leur extension à l'international (total de 123 K€ en 2008), ces investissements ont été consentis sur trois axes majeurs :

- Les travaux de développement de **dispositifs d'aide à la prévention des escarres** ont été poursuivis, après la phase de validation de la compatibilité des produits développés en collaboration avec des spécialistes très reconnus dans ce domaine, les travaux ont porté sur la découverte d'un nouveau matériau (L'ÉPITHÉLIUM MICRO-Flux) et sa caractérisation. Ils ont permis d'aboutir au dépôt d'un brevet sur une nouvelle brique technologique : un matériau ayant des propriétés de maintien de la microcirculation en situation de pression et de cisaillement.

Les travaux conduits sur la mise en œuvre de ce matériau dans des produits ont permis d'aboutir au dépôt de deux brevets supplémentaires en 2008.

Enfin, compte tenu de l'accueil très positif de nos propositions par les professionnels confrontés quotidiennement à cette pathologie, et du potentiel du marché, une nouvelle étape préalable au lancement commercial a été initialisée en 2009 : une évaluation en milieu médical pour disposer de toutes les données de mesure d'efficacité, durabilité

La mise en exploitation est envisagée début 2010, la partie marketing du dossier devant être elle-même disponible d'ici le mois de Juillet 2009.

- La maîtrise de nos briques technologiques a permis d'identifier l'intérêt de nos solutions pour des pathologies d'ordre dermatologique. Les travaux de développement sur des solutions mécaniques ont été poursuivis. Si la priorité en terme de lancement est donnée au projet « Escarres », ces travaux gardent tout leur sens, et constituent un patrimoine technologique à valoriser directement, ou en partenariat avec des acteurs sur ces marchés. Les résultats positifs obtenus sur des solutions pour le traitement des cicatrices chéloïdes ont conduit à décider le lancement des produits en pharmacies en 2009.
- des travaux ont été poursuivis dans le cadre de la valorisation de notre potentiel technologique, notamment vers des applications cosmétiques / beauté, telles que des solutions pour les rides ou le patch amincissant. Le niveau des résultats d'efficacité obtenus en 2008 doit en permettre une valorisation dans le cadre de partenariats industriels ou commerciaux.
- **Les process** : Finalisation des travaux sur les procédés innovants de fabrication. Les outils industriels mis en exploitation ont été améliorés dans leur fonctionnement et aménagés pour la production des nouveaux produits envisagés à court terme.

Les charges d'exploitation (charges de personnel et frais de structure) consacrées à ces efforts de développement ont été immobilisées, conformément à la méthode comptable préférentielle en la matière, déjà appliquée depuis 2005.

Un projet de développement 2006-2008 sur un vecteur de croissance de Millet Innovation a reçu l'aval d'OSEO ANVAR, pour une aide à l'innovation d'un montant de 230 000 €, sous forme d'avance remboursable sur 3 ans.

A fin 2008, MILLET INNOVATION dispose d'un patrimoine de 21 brevets, sur lesquels les perspectives d'exploitation représentent un potentiel de développement très significatif.

1.3 EVOLUTION DES MOYENS INDUSTRIELS ET DES RESSOURCES HUMAINES

1.3.1 Les moyens industriels

Au total, 715.6 K€ ont été consacrés aux investissements nouveaux, corporels et incorporels, en 2008.

Ils se composent essentiellement :

- d'investissements commerciaux, avec les frais liés à l'adaptation des films publicitaires destinés aux campagnes télévisuelles en Belgique, et aux investissements de développement de la prescription des podologues,
- des frais de développement internes, études cliniques et frais de dépôt de brevets évoqués ci-dessus,
- des investissements dans la réalisation d'un nouveau site Internet,
- d'investissements dans l'outil productif (31 K€).

Compte tenu des investissements réalisés jusqu'à fin 2007, MILLET INNOVATION dispose d'un outillage industriel à maturité : la plupart des phases de production sur les principales références produits ont été industrialisées.

Ces investissements ont permis d'optimiser les coûts de revient, étape indispensable à la rentabilité de l'action à l'export, d'élargir le champ des potentialités de production. Ils permettent surtout à la société de disposer d'une très importante marge de manœuvre en terme de capacité de production (en moyenne, le taux d'occupation machine s'établit à 25 %), levier indispensable pour envisager des développements à l'export et en B to B.

1.3.2 Les ressources humaines

Aucun recrutement en CDI n'a été opéré sur l'exercice 2008.

La réorganisation a conduit à la suppression de 6 postes de travail, intervenue sur le dernier trimestre 2008.

Après cette étape, et compte tenu de la maturité des flux de production, les ressources humaines de l'entreprise sont adaptées aux perspectives 2009-2010.

Les effectifs calculés en ETP- équivalent temps plein sur l'année- sont stables.

Ils comptent 2.99 ETP en CDD, la plupart concernant le pic d'activité du second trimestre (10 personnes, durée moyenne du CDD de trois mois).

Les Effectifs en ETP se répartissent comme suit :

| Catégorie | | Ouvriers | Employés | Cadres | Sous total | VRP | Total |
|--------------|-------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| Hommes | 31/12/2008 | 5,03 | 2,04 | 8,82 | 15,89 | 17 | 32,9 |
| | 31/12/2007 | 7,4 | 1,0 | 8,7 | 17,1 | 16,7 | 33,8 |
| | 31/12/2006 | 7,0 | 1,0 | 8,4 | 16,4 | 15,0 | 31,4 |
| Femmes | 31/12/2008 | 5,36 | 11,2 | 12,8 | 29,36 | 9,25 | 38,1 |
| | 31/12/2007 | 6,1 | 10,2 | 11,1 | 27,4 | 10,1 | 37,5 |
| | 31/12/2006 | 5,7 | 13,1 | 6,9 | 25,6 | 10,2 | 35,8 |
| Total | 31/12/2008 | 10,39 | 13,24 | 21,62 | 45,25 | 26,25 | 71,5 |
| | 31/12/2007 | 13,5 | 11,2 | 19,9 | 44,5 | 26,8 | 71,3 |
| | 31/12/2006 | 12,7 | 14,1 | 15,3 | 42,1 | 25,2 | 67,2 |

Dans une logique de fidélisation de ses ressources humaines, et d'implication dans le développement et les enjeux de la société, MILLET INNOVATION a mis en place un Plan d'Épargne Entreprise, destiné à accueillir la participation et l'épargne volontaire des salariés.

1.4 EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

L'analyse des **flux financiers** sur l'exercice met en évidence les principaux éléments suivants :

1. MILLET INNOVATION a su financer les investissements en R&D et les remboursements d'emprunt par le Cash Flow dégagé par l'exploitation.
2. Les investissements industriels sont réduits en 2008, n'ayant pas occasionné de recours à l'emprunt.
3. Les investissements commerciaux et autres incorporels ont été financés sur la trésorerie disponible.

L'évolution du Besoin en fonds de roulement résulte de 2 phénomènes :

- Avec un niveau de 2 498 K€, les stocks sont en évolution importante (+480 K€) compte tenu de la constitution des stocks nécessaires au lancement de la campagne de communication en Italie en 2009, et de la progression de l'activité en Belgique en 2008.
- l'encours client est également en progression du fait de l'activité à l'international, où les délais de paiement sont en moyenne plus longs que sur la France, même s'ils restent conformes aux moyennes constatées.

Au global, l'augmentation du BFR à fin d'année s'établit à 818 K€.

En l'absence de nouveaux emprunts, l'endettement moyen terme est en baisse, à 18 % des capitaux propres.

A fin d'année, compte tenu d'un disponible de 129 K€, la trésorerie nette d'endettement moyen terme s'établit à -946 K€.

Aucun encours d'escompte sur effets clients n'est à relever au 31/12/2008. En cours d'année, les éventuelles pointes de trésorerie peuvent ponctuellement être couvertes par de l'escompte sur effets.

1.5 EVENEMENTS DE LA VIE JURIDIQUE

MILLET INNOVATION investit depuis 10 ans maintenant dans le développement d'une gamme de protection pour le soin et le confort des pieds, distribuée sous la marque EPITACT® en concentrant ses efforts sur :

- . l'apport d'une véritable solution technique à la pathologie visée, validée avec les professionnels de la podologie,
- . l'innovation dans les concepts et les matériaux.

Chaque fois que le degré d'innovation le permet, l'innovation est protégée par brevet.

Dans le cadre de sa politique de protection industrielle, Millet Innovation a intenté une action en contrefaçon à l'encontre d'un concurrent qui, selon notre avis, tente de s'approprier certains éléments de notre technique et de notre notoriété.

Cette action est toujours en cours à la date d'établissement du présent rapport.

Par exercice de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'assemblée des actionnaires, le Directoire avait procédé en 2006 à une attribution d'actions gratuites. A l'issue de la période d'attribution de 2 ans, ces actions ont été émises, à raison de 9400 actions au nominal de 0.50 euros, et par prélèvement sur les réserves.

2 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE ET PERSPECTIVES

2.1 EVOLUTION ET PERSPECTIVES DE L'ACTIVITE

MILLET INNOVATION a poursuivi la mise en œuvre de ses plans d'action sur les axes de développement identifiés :

Implanter la marque EPITACT® comme la marque incontournable pour le soin des pieds en pharmacie en France – L'implantation de la marque EPITACT® dans le tissu des pharmacies françaises est à maturité. Son nouvel objectif est celui de la fidélisation et de la dynamisation des sorties produits.

Dans ce contexte, et au vu de la conjoncture, MILLET INNOVATION a concentré son effort commercial sur ce réseau sur l'entretien de la dynamique, et sur le lancement d'offres « découverte » à petit prix, sur les produits phares et les crèmes de soins des pieds, pour une rotation accélérée.

Assurer le développement à l'international – Etant donné un C.A. stable en pharmacie en France, la croissance de MILLET INNOVATION passe inévitablement par la réussite de son développement à l'Export. Les priorités pour 2009 sont donc de stabiliser les ventes en Belgique et de poursuivre son développement commercial en Suisse, Portugal et Italie. Pour cela, une augmentation significative des dépenses de communication a été consentie notamment en Italie produisant en ce début d'année 2009 une croissance à l'export très importante, de plus de 145% (2,2 M€ de CA estimé à fin avril 2009 par rapport à 0,9 M€ en 2008).

Exploiter notre potentiel de brevets et d'innovation – une ressource a été dédiée à la valorisation du patrimoine de brevets et savoir-faire originaux de MILLET INNOVATION dans des relations B to B. Une action volontariste dans ce domaine apparaît d'autant plus opportune que l'outil industriel est à maturité nous conférant sur les produits phares et sur des déclinaisons produits potentielles une très grande capacité de production.

2.2 EVENEMENTS DE LA VIE JURIDIQUE

Aucun évènement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice au 31/12/08.

2.3 EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

La trésorerie nette a subi l'impact des deux années successives à faible rentabilité, conjointement avec l'accroissement du BFR lié au développement à l'export.

En 2009, la société s'est donc donné l'objectif majeur de restauration de sa trésorerie :

- par une rentabilité proche de 7 %,
- par l'équilibrage des sources de financement : les perspectives doivent permettre une optimisation du recours à l'endettement bancaire.

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les informations financières historiques sélectionnées par la Société et figurant ci-dessous sont tirées de ses comptes historiques sur 12 mois arrêtés au 31 décembre de chaque année.

| | 31/12/08 | | 31/12/07 | | 31/12/06 | |
|-------------------------|----------|------|----------|------|----------|------|
| | montant | % CA | montant | % CA | montant | % CA |
| En Keuros | | | | | | |
| Chiffre d'affaires | 11 173 | | 10 584 | | 11 736 | |
| Résultat d'exploitation | 379 | 3% | 344 | 3% | 1 169 | 10% |
| Résultat courant | 303 | 3% | 306 | 3% | 1 116 | 10% |
| Résultat Exceptionnel | -414 | -4% | 24 | 0% | -157 | -1% |
| Résultat net | 29 | 0% | 303 | 3% | 825 | 7% |
| Capitaux propres | 6 074 | 54% | 6 052 | 57% | 6 173 | 53% |
| Trésorerie dispo (1) | 166 | 1% | 1 425 | 13% | 2 148 | 18% |
| Endettement MT | 1 075 | | 1 295 | | 1 281 | |
| Trésorerie nette (2) | -909 | | 130 | | 867 | |

(1) Disponibilités + VMP

(2) Trésorerie disponible - endettement moyen terme

(3) retraitements effectués pour comparaison 2004/2005

4 FACTEURS DE RISQUES

Il n'y a pas de domaine dans lequel la société a identifié un risque particulier, l'analyse des risques appelle les quelques commentaires suivants.

4.1 RISQUE CLIENTS

Compte tenu de la variété de ses réseaux de distribution, MILLET INNOVATION ne connaît pas de dépendance commerciale vis-à-vis de ses clients, ni de risque significatif de non-recouvrement :

- les clients de la Vente par Correspondance règlent leur commande avant expédition,
- les pharmacies présentent un risque très étalé, avec un montant moyen de facturation relativement faible. Elles sont soumises à une procédure automatisée de prélèvement par LCR pour plus de 70 % d'entre elles, à laquelle s'ajoute une procédure de relance intégrée à l'ERP.
- Les distributeurs en France sont de grands comptes disposant d'une qualité de signature notoire,
- Les clients à l'export sont couverts par un contrat d'assurance recouvrement souscrit auprès de la Coface.

4.2 RISQUE DE DEPENDANCE DES FOURNISSEURS/PARTENAIRES

Les relations avec les fournisseurs clés sont consolidées par des accords d'exclusivité et/ou confortées par l'identification de fournisseurs de substitution.

Nos produits font par ailleurs l'objet d'une protection industrielle offensive.

4.3 GESTION DE LA CROISSANCE

La société a anticipé

- la mise à niveau de sa capacité de production,
- la mise en place d'un système de gestion global,
- la structuration des ressources humaines nécessaire à la pérennité des actes de gestion,

permettant de gérer la croissance de manière harmonieuse.

La société dispose par ailleurs d'une capacité d'endettement pour le financement de sa croissance.

4.4 RISQUE LIE AUX STOCKS

Le risque d'obsolescence ou de péremption est limité à quelques références peu significatives.

4.5 RISQUE LIE A LA SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité de la société est marquée par une saisonnalité sur les mois d'été et le mois de décembre qui ne présente pas de risque intrinsèque. Les effets en sont anticipés sur le plan de la gestion interne par une adaptation des effectifs en période haute, et une polyvalence des équipes opérationnelles.

4.6 RISQUE DE CHANGE

La Société n'est pas exposée de manière significative au risque de change.

Si la Société était amenée à développer de manière significative son activité vers des clients dont la devise de paiement n'était pas l'euro, elle prendrait toutes les dispositions nécessaires.

4.7 RISQUE DE TAUX

La société n'a pas souscrit d'emprunts à taux variable.

La société n'utilise pas d'instruments financiers ou de placement de trésorerie qui la mettrait en situation de risque sur le capital

4.8 RISQUES JURIDIQUES

Il n'existe aucun risque connu à ce jour lié à la protection industrielle de nos innovations. La société assure une veille concurrentielle pour être en situation de se défendre contre des actions en contrefaçon ou concurrence déloyale.

4.9 RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT

Il n'existe aucun risque connu à ce jour lié à l'environnement.

4.10 RISQUES LIES AUX SYSTEMES ET A L'INFRASTRUCTURE

La totalité des systèmes et des infrastructures a fait l'objet d'efforts actualisés majeurs garantissant la meilleure performance possible.

Son système d'information (NAVISON) intégré entre toutes les activités de l'entreprise, de l'entrée de la matière première à la sortie des produits et leur facturation, a été choisi parmi les majors de la profession.

4.11 RISQUES LIES A LA REGLEMENTATION

L'entreprise commercialise des produits assujettis aux réglementations :

- des dispositifs médicaux de classe 1,
- des cosmétiques.

Toutes les dispositions sont prises pour s'y conformer (tests cliniques, correspondant matériau-vigilance désigné auprès de l'AFSSAPS).

4.12 ASSURANCES ET COUVERTURE DE RISQUES

La Société a mis en oeuvre une politique de couverture des principaux risques liés à son activité et susceptibles d'être assurés, et révisé annuellement ces couvertures de manière à les garder en adéquation avec les risques potentiels.

En février 2009, une action en responsabilité civile a été intentée à l'égard de MILLET INNOVATION suite à un effet indésirable cutané sur une jeune personne susceptible d'avoir été déclenché par l'usage d'une crème de soin des pieds. Le lot incriminé a été mis hors de cause par l'AFSSAPS. Notre assureur est en charge du dossier.



PARTIE II

AUTRES INFORMATIONS

EXERCICE CLOS AU 31/12/2008

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES

| | 2004 n-4 | 2005 n-3 | 2006 n-2 | 2007 n-1 | 2008 n |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Capital en fin d'exercice | | | | | |
| capital social | 820 110 | 833 235 | 941 405 | 941 405 | 946 105 |
| Nbre d'actions | 54 674 | 1 666 470 | 1 882 810 | 1 882 810 | 1 892 210 |
| Nbre d'actions à dividendes prioritaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| capitaux propres | 2 120 849 | 3 193 885 | 6 173 373 | 6 051 848 | 6 074 158 |
| Opérations et résultats de l'exercice | | | | | |
| Chiffre d'affaires HT (en euros) | 5 478 726 | 10 120 456 | 11 736 006 | 10 584 350 | 11 172 624 |
| <i>Croissance du Chiffre d'affaires</i> | 34% | 85% | 16% | -10% | 6% |
| résultat avant impôt, dotations aux amortissements et provisions | 332 203 | 2 099 525 | 1 809 658 | 622 796 | 680 209 |
| impôt sur les bénéfices | 8 114 | 650 985 | 256 227 | 113 270 | 0 |
| crédit d'impôt | | 50 594 | 144 354 | 90 771 | 140 305 |
| participation des salariés | 0 | 171 684 | 21 326 | 5 417 | 0 |
| résultat net après impôt | 5 221 | 1 103 908 | 825 350 | 302 625 | 28 996 |
| résultat distribué | 0 | 602 499 | 414 218 | 0 | 0 |
| Résultat par action | | | | | |
| résultat après impôts, participations, mais avant dotations aux amortissements et provisions | 5,93 | 0,80 | 0,89 | 0,32 | 0,43 |
| résultat net après impôt | 0,1 | 0,66 | 0,44 | 0,16 | 0,02 |
| dividende attribué à chaque action | 0 | 0,32 | 0,22 | 0 | 1 |
| Personnel | | | | | |
| Effectif moyen de l'exercice : salariés permanents | 29,7 | 40,3 | 42,1 | 44,5 | 45,3 |
| <i>emplois créés</i> | 0,4 | 10,59 | 1,77 | 2,44 | 0,75 |
| Effectif moyen de l'exercice : VRP Multicartes | 20,8 | 23,1 | 25,2 | 26,8 | 26,3 |
| Masse salariale brute de l'exercice | 901 433 | 1 542 553 | 1 962 898 | 1 990 050 | 2 139 278 |
| croiss. MSB | 21% | 71% | 27% | 1% | 7% |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (charges sociales, Prévoyance, œuvres sociales...) | 329 001 | 518 074 | 699 541 | 737 580 | 715 825 |

Note : La masse salariale brute de l'année 2008 inclut les coûts liés à la restructuration.

5.2 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| | 2 006 | 2 007 | 2 008 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Flux de trésorerie liés à l'activité | | | |
| Résultat net | 825 350 | 303 315 | 28 996 |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité | | | |
| - dotations et reprises sur amort. et provisions | 873 759 | 297 672 | 791 517 |
| - plus value de cession, nettes d'impôt | 3 563 | | |
| Marge brute d'autofinancement | 1 702 672 | 600 987 | 820 513 |
| Variation du BFR lié à l'activité | -690 654 | 121 898 | -818 392 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | 1 012 018 | 722 885 | 2 121 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement | | | |
| Investissements | -1 508 158 | -1 044 464 | -715 570 |
| Cession d'immobilisations, nettes d'impôt | 100 | | 13 806 |
| Variation du BFR lié aux flux d'investissements | | | 18 976 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | -1 508 058 | -1 044 464 | -682 788 |
| Flux de trésorerie liés aux opérations de financement | | | |
| Prélèvement sur les réserves | -602 499 | -414 218 | 0 |
| Augmentation de capital | 2 768 455 | | |
| Emission d'emprunts et aides avances remboursables | 870 000 | 256 336 | 0 |
| Remboursements d'emprunts | -388 421 | -243 618 | -615 158 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | 2 647 535 | -401 500 | -615 158 |
| Variation de trésorerie | 2 151 494 | -723 080 | -1 295 825 |
| Variation des disponibilités au bilan | 2 151 494 | -723 082 | -1 295 825 |
| Trésorerie d'ouverture | -3 367 | 2 148 127 | 1 425 045 |
| Trésorerie de clôture | 2 148 127 | 1 425 045 | 129 220 |

5.3 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2008, la société ne détient aucune participation financière.

5.4 REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du Conseil de Surveillance.

| | bruts | nature | part variable | total | Participation | Intéressement | présence |
|------------------------------------|-------|--------|---------------|-------|---------------|---------------|----------|
| Membres du Directoire | 73,2 | 2,4 | 0,0 | 75,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Membres du Conseil de Surveillance | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 4,0 |

Aucune rémunération différée, ni aucun régime de retraite complémentaire n'est prévu au profit des membres du Conseil de Surveillance et dirigeants de la Société.

5.5 COMPOSITION DES ORGANES DIRIGEANTS

Le tableau ci-dessous indique la composition du Conseil de Surveillance et du Directoire de la Société à la date du présent document ainsi que les principales informations relatives aux mandataires sociaux.

| CONSEIL DE SURVEILLANCE | Fonction | Date de première nomination | Date de fin de mandat | Nb d'actions détenues à la date du 31/12/07 |
|-------------------------|---|-----------------------------|---|---|
| Jean-Claude MILLET | Président du Conseil de Surveillance, représentant permanent de la SA EIDOS | 16/03/1998 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 | 1 484 555 (détenues par EIDOS) |
| Pierre MARTIN | Vice- Président | 16/03/1998 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 | 30 |
| Jean-Paul MAINGAUD | Membre du Conseil de Surveillance | 06/06/2002 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 | 30 |
| Jean-Marie RIFFARD | Membre du Conseil de Surveillance | 16/03/1998 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 | 30 |
| Hubert TIXIER | Membre du Conseil de Surveillance | 06/06/2002 | AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 | 30 |
| DIRECTOIRE | Fonction | Date de première nomination | Date de fin de mandat | Nb d'actions détenues à la date du 31/12/08 |
| Damien MILLET | Président du Directoire | 09/12/2002 | 19/12/2010 | 15 300 |
| Valérie CHOPINET | Membre du Directoire | 19/12/2006 | 19/12/2010 | 4 200 |

Tous les actionnaires significatifs sont représentés au conseil de surveillance de MILLET INNOVATION ou au conseil d'administration de la holding EIDOS qui la contrôle.

5.6 LISTE DES MANDATS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

| Nom | Autres mandats | Mandats expirés exercés au cours des cinq dernières années | Autres fonctions principales exercées actuellement |
|--------------------|--|--|--|
| Jean-Claude MILLET | EIDOS SA (holding d'animation financière) - Président du Conseil de Surveillance OSMOOZE SA – Président du Conseil de Surveillance OEROE SARL – gérant Gérant de SCI | OSMOOZE SA – Président du Directoire | Néant |
| Pierre MARTIN | EIDOS – Vice Président du Conseil de Surveillance OSMOOZE – Vice-Président du Conseil de Surveillance CORIMA SA – Président du Conseil de Surveillance | CORIMA Modelage SA - Administrateur | Néant |
| Jean-Marie RIFFARD | CORIMA Modelage SA – Administrateur CORIMA Cycles SA – Membre du Conseil de Surveillance | | Néant |
| Jean-Paul MAINGAUD | OSMOOZE SA – membre du Conseil de Surveillance VALIDY SA – membre du Conseil de Surveillance Gérant de SCI | EIDOS SA- administrateur | Néant |
| Hubert TIXIER | | JTManagement SARL – gérant minoritaire | Néant |
| Damien MILLET | EIDOS – Président du Directoire OSMOOZE – Membre du Conseil de Surveillance | | Néant |
| Valérie CHOPINET | EIDOS – Membre du directoire | | Néant |

5.7 ACTIONNARIAT SALARIE

En 2006, une augmentation de capital réservée aux salariés avait été réalisée à l'occasion de l'augmentation de capital pour l'entrée sur le marché ALTERNEXT.

Cette opération avait permis d'attribuer aux salariés 21780 actions, soit 1.16 % du capital.

Une opération d'attribution gratuite d'action a permis la création de 9400 actions à destination des salariés et mandataires sociaux.

5.8 TABLEAU DE SUIVI DES DELEGATIONS DONNEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le tableau ci-dessous synthétise l'ensemble des résolutions d'émission prises par l'assemblée générale des actionnaires le 16 février 2006 et dont bénéficie la Société à la date du présent rapport.

| Autorisation/Délégation | Caractéristiques | Utilisation et part résiduelle |
|---|--|--|
| <u>Délégation de compétence au Directoire</u> Augmentation de capital par voie d'appel public à l'épargne avec suppression du droit préférentiel de souscription | Montant : 800 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 16 février 2006 Exerçable en une ou plusieurs fois | Montant utilisé : 97 280 € au 27/03/2006 Part résiduelle : 702 720 € |
| <u>Délégation de pouvoir au Directoire</u> Augmentation de capital réservée aux salariés | Montant maximum : 20 000 € en nominal Durée : 26 mois à compter du 16 février 2006 | Montant utilisé : 10 890 € au 27/03/06 Part résiduelle : 9110 € |
| <u>Autorisation</u> du directoire de procéder à une attribution gratuite des actions | Volume : 50 000 actions soit 25 000 € de valeur nominale Durée : 38 mois à compter du 16 février 2006 | Montant utilisé : 11 400 actions, soit 5700 € au 21/07/06 950 actions, soit 475 € au 20/7/07 Part résiduelle : 18 825 € |

A la date du présent rapport, les délégations de compétence accordées par l'assemblée générale des actionnaires le 16 février 2006 sont caduques.

5.9 MANDATS ET HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ET DES MEMBRES DU RESEAU

Les mandats des Commissaires aux comptes en vigueur ont été octroyés sur décision de l'assemblée générale annuelle du 22 juin 2004, pour une durée de 6 exercices venant à expiration lors de l'assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice 2010:

Monsieur Jean EKEL, Commissaire aux comptes Titulaires.

Monsieur Jean-Pierre PEDRENO, Commissaire aux comptes Suppléant.

Etabli en vertu de l'instruction AMF n° 2006-10 du 19/12/06
prise elle-même en application de l'article 2228 du règlement AMF

Exercices couverts n-1 1/1/2007-31/12/2007
n 1/1/2008-31/12/2008

| | Commissaire A | | | | Commissaire B | | | |
|--|---------------|---------------|-------------|-------------|---------------|-----|-------------|-----|
| | Montant HT | | % | | Montant HT | | % | |
| | n | n-1 | n | n-1 | n | n-1 | n | n-1 |
| Audit | | | | | | | | |
| Commissariat aux comptes, certification, examen de comptes individuels et consolidés | | | | | | | | |
| - émetteur | 26 261 | 12 000 | 100% | 100% | 0 | | | |
| - filiales intégrées globalement | | | | | | | | |
| Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes | | | | | 0 | | | |
| - émetteur | | | | | | | | |
| - filiales intégrées globalement | | | | | | | | |
| <i>Sous-total</i> | <i>26 261</i> | <i>12 000</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> | <i>0</i> | | <i>100%</i> | |
| Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement | | | | | | | | |
| Juridique, fiscal, social | | | | | | | | |
| Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit) | | | | | | | | |
| <i>Sous-total</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>0%</i> | <i>0%</i> | <i>0</i> | | <i>0%</i> | |
| TOTAL HT | 26 261 | 26 261 | 100% | 100% | 0 | | 100% | |

(a) Concernant la période à considérer, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable prises en charge au compte de résultat

(b) y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes

(c) cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :

- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie

- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie

(d) il s'agit des prestations hors audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

5.10 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Historique de la distribution de dividende au cours des 3 exercices précédents :

Exercice clos le 31/12/05 602 499.20 €

Exercice clos le 31/12/06 414 218.20 €

Exercice clos le 31/12/07 0 €

Les versements de dividendes intervenus au titre de l'exercice 2006 ont été déclarés éligibles à l'abattement fiscal de 40%.



PARTIE III

RAPPORT RELATIF AUX OPERATIONS SUR TITRES

6 OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES

Déclaration des opérations réalisées sur les titres de la société

établie conformément à l'article L.621-18-2 du code monétaire et financier

| alinéa de l'article L.621,18,2 du code monétaire et financier | Identification du déclarant | | | instrument financier | nature de l'opération | Détail de l'opération | | | |
|---|-----------------------------|--|--|----------------------|--|-----------------------|------------------|---------------|---------------|
| | Nom et prénom | fonctions exercées au sein de la société | personne liée, nom, prénom et fonction exercée | | acquisition / Cession/ souscription/ Echange | date | lieu | prix unitaire | montant total |
| a | EIDOS SA | | personne morale liée à M. Jean-Claude Millet, Président du conseil de Surveillance | action | acquisition | 31/01/2008 | Loriol sur Drôme | 4,20 | 125 416,20 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |

sont visés

- au a) les membres du Conseil de surveillance, les membres du Directoire
- au b) toutes personnes qui ont au sein de la société le pouvoir de prendre des décisions de gestion concernant son évolution ou sa stratégie, et d'autre part un accès régulier à des informations privilégiées
- au c) des personnes ayant des liens personnels étroits avec des personnes citées au a) et/ou au b)

7 OPERATIONS REALISEES AU TITRE DU DISPOSITIFS DES « ACTIONS GRATUITES »

Comme évoqué ci-dessus, l'assemblée des actionnaires a accordé une délégation de pouvoir au Directoire pour la mise en œuvre de ce dispositif.

Au cours de l'exercice 2006, 11 400 actions ont été attribuées à des membres du personnel et mandataires sociaux.

Au cours de l'exercice 2007, 950 actions ont été attribuées à des membres du personnel.

Le plan d'attribution, conforme aux dispositions légales en vigueur, prévoit une période d'acquisition de 2 ans à compter de la date de la décision d'attribution, et une période de conservation de 3 ans.

Une augmentation de capital par incorporation de réserves a été réalisée en date du 29 octobre 2008 pour la création de 9400 actions pour lesquelles la période d'attribution était parvenue à sa fin.

8 ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Le capital de MILLET INNOVATION est réparti au 31/12/2008 de la façon suivante :

| | |
|---|---------|
| EIDOS, holding d'animation financière | 80.59 % |
| Salariés et dirigeants en détention directe au nominatif | 1.83 % |
| Salariés par l'intermédiaire du Plan d'Epargne Entreprise | 1.15 % |
| Flottant | 16.43 % |

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord en place dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.

Aucune délégation n'a été accordée par l'assemblée générale des actionnaires sur un quelconque programme de rachat d'actions.

Aucune restriction statutaire n'a été apportée à l'exercice des droits de vote.



PARTIE IV

DECLARATION

Nous soussignés
Damien MILLET, Président du Directoire,
Valérie CHOPINET, membre du Directoire

Déclarons,

Qu'à notre connaissance et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, les comptes annuels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'émetteur, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles ils sont confrontés.

Fait à Loriol sur Drôme,

Monsieur Damien MILLET
Président du Directoire

Madame Valérie CHOPINET
Membre du Directoire